

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
6 SEPTEMBRE 2012
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
6 SEPTEMBER 2012

Etaient présents/Waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/burgemeester-voorzitter;

M./de h. Desmedt, Mme/Mevr. Dupuis, MM./de hh. Cools, Sax, Dilliès, Mmes/Mevr. Verstraeten, Maison, Gol-Lescot, échevins/schepenen;

Mme/Mevr. Gustot, MM./de hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Martroye de Joly, de Halleux, Mme/Mevr. Fraiteur, MM./hh. Cohen, de Le Hoye, Wynants, Broquet, Mme/Mevr. Charlier, M./de h. Fuld, Mmes/Mevr. de T'Serclaes, François, M./de h. van Outryve d'Ydewalle, Mmes/Mevr. Roba-Rabier, Delwart, MM./de hh. De Bock, Toussaint, Mme/Mevr. Bakkali, MM./de hh. Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mmes/Mevr. Francken et Delvoeye, conseillers/gemeenteraadsleden;

M./de h. Bruier-Desmeth, secrétaire communal f.f./wnd. Gemeentesecretaris,

Absent en début de séance/ Afwezig bij aanvang van de zitting : M./de h. Beyer de Ryke.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : Mme/Mevr Cattoir-Jacobs, MM./de hh. de Heusch, Desmet, Mme/Mevr. Fremault, MM./de hh. Brotchi, Biermann, Vanraes.

- La séance est ouverte à 20h21 - De zitting begint om 20u21. –

Hommage à Guy Spitaels.

Huldiging aan Guy Spitaels.

M. le Président/de h. Voorzitter salue la mémoire du Ministre d'Etat Guy Spitaels, décédé sur le territoire d'Uccle il y a quelques semaines. Ce grand homme politique belge fut président du Parti Socialiste pendant de nombreuses années et mena ce parti à des succès jusqu'à présent inégalés. Il a présidé l'Union européenne des partis socialistes, fut Ministre-Président de la Région wallonne et a joué un rôle important dans l'évolution institutionnelle de la Belgique.

M./de h. de Lobkowicz s'associe à cet hommage en mettant l'accent sur la carrière communale de M. Guy Spitaels, qui fut bourgmestre d'Ath pendant de nombreuses années. M. de Lobkowicz tient à souligner la probité et l'impartialité avec lesquelles M. Guy Spitaels a rempli cet office ainsi que son dévouement envers tous les habitants de sa commune par delà les clivages politiques, qu'il a pu personnellement constater en raison des liens familiaux qui l'unissent à des personnes originaires d'Ath.

M./de h. Hayette remercie M. le Président et tient à souligner combien M. Spitaels avait été touché par l'attention que le Collège et le Conseil lui ont témoignée à l'occasion de son agression. Il remercie également Mme l'Echevin Verstraeten, dont l'action discrète a permis de soulager la fatigue et les souffrances de M. Spitaels et de ses proches. M. Hayette évoque enfin en quelques traits l'ami qu'il vient de perdre.

Hommage à Mme Monique Rifflet.
Huldiging aan Mevr Monique Rifflet.

M. le Président/de h. Voorzitter a la grande tristesse d'annoncer que Mme Monique Rifflet, conseiller communal de 1976 à 1994, est décédée en Grèce le 10 août 2012 et présente à la famille de la défunte ses condoléances les plus sincères et les plus émues. Mme Rifflet est née à Saint-Gilles en 1923, a étudié l'histoire à l'Université Libre de Bruxelles, où elle a rencontré son époux, M. Raymond Rifflet, lui aussi historien. M. le Président a eu le privilège d'avoir M. Rifflet comme professeur d'histoire en 5^{ème} et 6^{ème} latine, ce qui l'a profondément marqué tant M. Raymond Rifflet et son épouse étaient d'ardents militants de la construction européenne. Mme Monique Rifflet s'est aussi beaucoup battue pour la cause des femmes et notamment au début de sa carrière pour la problématique des avortements clandestins. Plus tard, elle a beaucoup lutté pour qu'on suspende les poursuites en matière d'interruption volontaire de grossesse suite à l'affaire Willy Peers. Elle fut professeur d'histoire à l'athénée d'Uccle 1 de 1945 à 1983. Elle a donc formé des générations d'Ucclois à la culture historique, si importante dans les temps bouleversés que nous connaissons aujourd'hui. Elle fut sénateur provincial en 1985 et travailla beaucoup avec M. Roger Lallemand, notamment dans la préparation de la loi sur l'euthanasie et fut présidente de la commission d'évaluation de la loi sur la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Mme Monique Rifflet est entrée au Conseil communal d'Uccle en 1976. Elle y fut très longtemps chef du groupe socialiste et présida de 1983 à 1988 la Société Uccloise du Logement.

M./de h. Fuld souligne l'intégrité ainsi que les hautes qualités intellectuelles de Mme Rifflet.

M./de h. de Halleux déclare que Mme Rifflet a exercé sur lui une influence considérable dans la mesure où pendant deux années, elle a été son professeur d'histoire et de sciences sociales. Elle était une enseignante remarquable qui parvenait à développer l'intelligence critique de ses élèves.

A. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28 juin 2012.

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 28 juin 2012 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 28 juni 2012.**

Het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 28 juni 2012 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet 1A – 1 : **Approbation du Plan stratégique de Prévention et de Sécurité 2012.- Premier semestre.**

Le Président expose :

"Le Ministre de l'Intérieur a fait parvenir à notre administration le Plan stratégique de Prévention et de Sécurité 2012. Ce contrat est conclu pour six mois couvrant la période du 1er janvier au 30 juin 2012. Le Ministre s'engage à mettre à disposition de la commune un montant de 84.831€ correspondant à sa participation dans le coût des actions qui sont reprises dans le Plan."

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus,
Approuve ce plan.

Onderwerp 1A – 1 : **Goedkeuring van het strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2012.- Eerste Semester.**

De voorzitter licht toe :

"De Minister van Binnenlandse zaken heeft aan onze gemeentelijke overheid het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2012 toegezonden. Dit contract, wordt voor zes maanden aangegaan voor de periode van 1 januari tot 30 juni 2012. De Minister verbindt er zich toe om aan de gemeente een bedrag van 84.831 € ter beschikking te stellen voor haar deelname in de kosten van de acties die erin vermeld zijn."

De Raad,
Gehoord deze toelichting,
Keurt dit contract goed.

**- M. le Bourgmestre sort ; M. Desmedt, Premier Echevin, préside -
- de h. Burgemeester verlaat de zaal; de h. Schepen Desmedt neemt het
voorzittersschap over –**

Objet 2C – 1 : **Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.-
Communication de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.#**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 11 juin 2012 - Achat de petits outillages et machines d'entretien - 1.009,83 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 3 juillet 2012 - Achat de 11 horodateurs - 65.000 € (T.V.A. comprise) - Article 424/744-51/57 - Emprunt.

Onderwerp 2C – 1 : **Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.-
Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van het college van
Burgemeester en Schepenen.#**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 11 juni 2012 - Aankoop van klein gereedschap en onderhoudsmachines - 1.009,83 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;
- 3 juli 2012 - Aankoop van 11 parkeermeters - 65.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 424/744-51/57 - Lening.

**- Mme Fraiteur sort –
- Mevr Fraiteur verlaat de zaal -**

Objet 2D – 1 : Fabrique d'église de Saint-Pierre.- Travaux de restauration intérieure de l'église et supplément d'intervention communale extraordinaire.- Avis.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt rappelle l'état lamentable dans lequel se trouve cette église depuis des années. En 2007, le Conseil communal a voté une délibération prévoyant une intervention communale de 140.000 €. Il s'est avéré que le coût des travaux a été vraiment sous-évalué. D'autre part, le dossier n'avait pas été traité de façon rigoureuse. Maintenant, suite à l'analyse opérée par le bureau d'architectes, on arrive à un coût de pratiquement 800.000 € pour la phase 1 qui concerne la partie extérieure de l'église, la phase 2 portant quant à elle sur la partie intérieure, essentiellement les peintures. Le Conseil est donc invité à revenir sur sa délibération de 2007, à ne prendre en considération que la première partie des travaux, relative aux interventions extérieures, et à fixer à 200.000 € l'intervention communale, qui s'élevait initialement à 140.000 €. Les autres travaux feront l'objet de nouvelles négociations menées lors de la prochaine législature. En Commission, certains membres ont critiqué l'importance du montant attribué mais M. l'Echevin Desmedt tient à souligner que cette église est la propriété de la Commune, qu'elle représente de façon particulière le patrimoine culturel uclois et qu'en raison de son rôle symbolique important, il est normal que la Commune intervienne aussi largement. Par contre, pour la phase interne, il conviendra de se montrer plus attentif, l'aménagement intérieur relevant plus de l'occupant locataire.

Objet 2D – 1 : Fabrique d'église de Saint-Pierre.- Travaux de rénovation intérieurs et supplément d'intervention communale extraordinaire.- Avis.

Le Conseil,

Attendu que d'importants travaux tant extérieurs qu'intérieurs sont indispensables à l'église Saint-Pierre;

Attendu que ce dossier est en cours depuis de nombreuses années;

Attendu que l'église étant classée, chaque phase des travaux nécessite l'accord préalable de la CRMS;

Attendu que la situation déplorable de l'intérieur de l'édifice résulte de l'humidité;

Attendu que les travaux doivent donc se faire en deux phases, d'abord extérieure puis intérieure;

Attendu qu'il faut rappeler que la Commune est propriétaire de l'édifice;

Attendu qu'en date du 4 octobre 2007, le Conseil communal avait pris les décisions suivantes :

- d'intervenir dans le coût des travaux pour un montant de 140.000 € sur un coût global évalué à 565.059 €;

- d'engager cette somme au budget communal de 2007;

- de déléguer la maîtrise de l'ouvrage à la Fabrique d'Eglise;

Attendu que depuis 2007, ce dossier a connu de nombreux retards imputables d'une part aux exigences de la CRMS et d'autre part à l'inexpérience en matière administrative du premier architecte engagé par la Fabrique d'Eglise;

Attendu qu'un nouveau bureau d'architecte, le bureau ARTER a été désigné et que le projet a pu progresser;

Attendu que, pour accélérer le traitement du dossier, la fabrique d'église a dissocié les travaux en deux phases: la première concerne les travaux à l'extérieur de l'édifice et la seconde la rénovation se rapporte à l'intérieure de l'église;

Attendu que concernant la première phase, la CRMS a rendu un avis favorable sur le projet le 13 juin 2012 et que l'appel d'offres est en cours;

Attendu que l'ouverture des offres aura lieu, le 17 septembre prochain;

Attendu que ces travaux se détaillent comme suit :

- Nettoyage général avant travaux y compris les combles et le clocher;
- Sécurisation et protection des menuiseries extérieures (baies de portes et de fenêtres);
- Placement de panneaux de protection;
- Vérification du revêtement de toiture. Remplacement des ardoises manquantes ou endommagées;
- Nettoyage à haute pression de tous les écoulements d'eaux pluviales;
- Fourniture et pose de crépines en inox;
- Enlèvement des végétaux parasites;
- Pré-traitement par herbicides;
- Evidement des joints défectueux;
- Nettoyage de l'ensemble de la façade (à l'eau chaude sous haute pression);
- Rejointoiement, hydrofugation;
- Travaux de peinture et de vernissage – Corniches, portes d'entrée. Menuiseries métalliques;
- Travaux de vernissage à exécuter sur place;
- Sauvegarde des vitraux endommagés;
- Sauvegarde des vitrages colorés;
- Installation d'un dispositif anti-pigeon;
- Remise en état des paratonnerres;
- Installation électrique extérieure – Vérification et remise en état – Repose des câbles électriques détachés;

Attendu que le coût de la première phase est estimé à 690.000€ à majorer de 15% pour honoraires d'architecte et 1% pour le coordinateur du chantier, ce qui aboutit à un total de 801.497€;

Attendu que l'église étant classée, les subsides devraient s'élever à 80 %;

Attendu que cependant, tous les travaux ne sont pas subsidiés;

Attendu que les subsides ne devraient donc pas dépasser 70% du coût global;

Attendu qu'étant donné qu'il s'agit de travaux extérieurs incombant juridiquement au propriétaire, l'intervention communale pourrait être établie à 200.000€;

Attendu qu'il est bien entendu que pour la seconde phase qui concerne les travaux intérieurs, les conditions de l'intervention communale devront faire l'objet d'une nouvelle négociation;

Décide :

- de revoir sa délibération du 4 octobre 2007;
- de fixer l'intervention communale à 200.000€ sur un montant global de 801.497€ pour la première phase extérieure des travaux;
- de prendre note du fait que les premiers 140.000€ constitue un engagement disponible sur 2007;
- de prévoir d'inscrire un montant supplémentaire de 60.000€ à l'article 790/724-60/31 du budget communal 2012, lors des modifications budgétaires 2012 et de l'engager dès que ces dernières auront été approuvées par la Tutelle;
- de préciser que l'intervention communale dans la deuxième phase extérieure des travaux fera l'objet d'une négociation ultérieure entre les parties concernées.

Onderwerp 2D – 1 : **Kerkfabriek van Sint-Pieter - Renovatie van de binnenkant en bijkomende buitengewone gemeentelijke tussenkomst.- Advies.**

De Raad,

Aangezien er belangrijke renovatiewerken aan de binnen- en buitenkant van de Sint-Pieterskerk noodzakelijk zijn;

Aangezien dit dossier reeds meerdere jaren in uitvoering is;

Aangezien de kerk beschermd is en er voor elke fase een voorafgaande goedkeuring van de KCML is vereist;

Aangezien de bedroefde toestand van de binnenkant van het gebouw veroorzaakt werd door de vochtigheid;

Aangezien de werken in twee fases zullen verlopen, namelijk eerst de buitenkant en daarna de binnenkant;

Aangezien eraan herinnerd moet worden dat de gemeente de eigenaar van het gebouw is;

Aangezien de gemeenteraad op 4 oktober 2007 de volgende beslissingen had genomen :

- tussenkomen in de kosten van werken voor een bedrag van 140.000 € op een geëvalueerd totaalbedrag van 565.059 €;

- dit bedrag vastleggen in de gemeentebegroting van 2007;

- het beheer van de werkzaamheden delegeren aan de kerkfabriek;

Aangezien dit dossier sinds 2007 reeds talrijke vertragingen heeft opgelopen omwille van de vereisen van de KCML en het gebrek aan ervaring op administratief vlak van de eerste architect die de kerkfabriek had aangesteld;

Aangezien er een nieuw architectenkantoor (ARTER) werd aangesteld en het project vooruitgang kon boeken;

Aangezien de kerkfabriek de werken over twee fases heeft verdeeld om de behandeling van het dossier te versnellen; de eerste fase betreft de werken aan de buitenkant van het gebouw en de twee fase de renovatie van de binnenkant van de kerk;

Aangezien de KCML voor de eerste fase een gunstig advies over het project heeft verleend op 13 juni 2012 en de offerteaanvraag aan de gang is;

Aangezien de opening van de offertes plaatsvindt op 17 september;

Aangezien het de volgende werken betreft :

- Algemene reiniging vóór de werken, incl. de zolderverdiepingen en de klokkentoren;

- Beveiliging en bescherming van het buitenschrijnwerk (deur- en raamopeningen);

- Plaatsing van beschermpanelen;

- Nazicht van de dakbedekking. Vervanging van ontbrekende of beschadigde leistenen;

- Reiniging onder hoge druk van alle regenafvoerpijpen;

- Levering en plaatsing van roosters in roestvrij staal;

- Verwijdering van parasitaire vegetatie;

- Voorbehandeling met onkruidverdelgers;

- Uitholling van beschadigde voegen;

- Reiniging van de volledige gevel (met warm water onder hoge druk);

- Opvoeging, waterdicht maken;

- Schilderen en vernissen - Daklijsten, toegangsdeuren. Metalen schrijnwerk;

- Vernissen gebeurt ter plaatse;

- Bescherming van beschadigde glas-in-loodramen;

- Bescherming van gekleurde ramen;

- Installatie van een voorziening tegen duiven;

- Herstelling van de bliksemafleiders;

- Elektrische installatie buiten - Nazicht en herstelling - Opnieuw aansluiten van losgekomen elektriciteitskabels;

Aangezien de eerste fase geraamd wordt op 690.000 €, te verhogen met 15 % voor honoraria van architecten en 1% voor de werfcoördinator, aldus een totaal van 801.497 €;

Aangezien de kerk beschermd is zouden de subsidies 80 % moeten bedragen;

Aangezien alle werken echter niet gesubsidieerd zijn;

Aangezien de subsidies aldus niet hoger zouden mogen zijn dan 70 % van de totaalkost;

Aangezien, omwille van de werken aan de buitenkant die juridisch ten laste van de eigenaar vallen, de gemeentelijke tussenkomst 200.000 € zou kunnen bedragen;

Aangezien de voorwaarden van de gemeentelijke tussenkomst voor de tweede fase (de binnenkant) het onderwerp van een nieuwe onderhandeling zouden moeten uitmaken;

Beslist :

- zijn beraadslaging van 4 oktober 2007 te herzien;
- de gemeentelijke tussenkomst vast te leggen op 200.000 € op een totaalbedrag van 801.497 € voor de eerste fase van de werken (de buitenkant);
- nota te nemen van het feit dat het eerste bedrag van 140.000 € een vastlegging uit 2007 betreft;
- het bijkomend bedrag van 60.000 € in te schrijven onder artikel 790/724-60/31 van de gemeentebegroting 2012, tijdens de begrotingswijzigingen 2012 en het vast te leggen zodra deze laatsten door de toezichthoudende overheid worden goedgekeurd;
- te verduidelijken dat de gemeentelijke tussenkomst voor de tweede fase van de werken (de binnenkant) het onderwerp zal uitmaken van een latere onderhandeling tussen de betrokken partijen.

Objet 2D – 2 : Fabrique d'église de Notre-Dame du Saint-Rosaire.- Compte de 2011.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que le compte pour 2011 qui a été transmis par l'administration fabricienne se clôture avec un excédent de 21.186,23 €,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2011 de l'administration fabricienne.

Onderwerp 2D – 2 : Kerkfabriek van de Onze-Lieve-Vrouw van de Heilige Rozenkrans.- Rekening voor 2011.- Advies.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekening 2011 die ons door het religieus bestuur overgemaakt werd zich met een overschot van 21.186,23 € afsluit,

Beslist een gunstig advies uit te brengen over de rekening voor 2011 van het religieus bestuur.

Objet 2D – 3 : Communauté Israélite Sépharade de Bruxelles.- Comptes des exercices 2009-2010-2011.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les comptes pour 2009, 2010 et 2011 qui ont été transmis par la commune de Schaerbeek se clôturent comme suit :

EXERCICE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
2009	8.917,32	-	-
2010	8.190,58	-	-
2011	9.755,38	-	-

Attendu que nous reprenons les remarques suivantes formulées par la commune de Schaerbeek :

- des dépassements de crédit sont constatés;
- selon les préceptes budgétaires, la Communauté précitée aurait dû introduire une modification budgétaire;

Attendu que ces remarques ont été faites à la communauté religieuse par la commune de Schaerbeek,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle les comptes 2009, 2010 et 2011 de la Communauté Israélite Sépharade de Bruxelles.

Onderwerp 2D – 3 : **Sefardische Israëlitische Gemeenschap van Brussel.- Rekeningen van 2009, 2010, 2011.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het Keizerlijk Decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de Wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekeningen voor 2009, 2010 en 2011 die ons door de Gemeente van Schaarbeek overgemaakt werden zich als volgt afsluiten :

Dienstjaar	REKENINGEN		
	IN OVERSCHRIJDING	TEKORT	OPMERKINGEN
2009	8.917,32	-	-
2010	8.190,58	-	-
2011	9.755,38	-	-

Aangezien wij de volgende opmerkingen gemaakt door de Gemeente Schaarbeek hernemen :

- kleine kredietoverschrijdingen zijn vast te stellen;
- volgens de begrotingsvoorschriften had de bovengemelde gemeenschap begrotingswijzigingen moeten indienen;

Aangezien deze opmerkingen aan de religieuze gemeenschap door de Gemeente Schaarbeek werden gemaakt,

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijverheid goed te keuren rekeningen van 2009, 2010, 2011 van de Sefardische Israëlitische Gemeenschap van Brussel.

Objet 2D – 4 : **Communauté Israélite Sépharade de Bruxelles.- Budgets de 2010, 2011, 2012.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les budgets pour les exercices allant de 2010 à 2012 qui ont été transmis par la Communauté Israélite Sépharade de Bruxelles se clôturent en équilibre sans aucune intervention communale,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des budgets 2010, 2011 et 2012 de la Communauté Israélite Sépharade de Bruxelles.

Onderwerp 2D – 4 : Israëlitishe Sefardische Gemeenschap van Brussel.- Begroting van 2010, 2011, 2012.- Advies.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de begrotingen voor de dienstjaren van 2010 tot 2012, die door de Israëlitishe Sefardische Gemeenschap overgemaakt werden, zich in evenwicht afsluiten zonder enkele gewone gemeentelijke tussenkomst,

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begrotingen voor 2010, 2011 en 2012 van de Israëlitishe Sefardische Gemeenschap van Brussel.

Objet 2D – 5 : Fabrique d'église de Saint- Pie X.- Prise d'acte de l'Arrêté du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant le budget 2012 de la fabrique d'église.- Avis.#

Le Conseil,

Attendu que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, dans son arrêté du 12 juin 2012, a modifié le budget précité;

Attendu qu'en date du 26 janvier 2012, notre Conseil communal avait émis un avis défavorable à l'approbation du budget 2012 de la fabrique d'église de Saint-Pie X;

Attendu que celui-ci était en équilibre grâce à une intervention communale ordinaire de 10.151,47 € dont 32,13 % à charge d'Uccle, soit 3.261,66 €;

Attendu que la Tutelle a majoré l'article 52 des dépenses extraordinaires de 131,75 €;

Attendu que cette dernière a augmenté de 131,75 € le montant inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires "subside ordinaire" pour équilibrer le budget 2012;

Attendu que le subside communal ordinaire passe donc de 10.151,47 € à 10.283,22 € dont 32,13 % à charge d'Uccle, soit 3.304 €;

Attendu qu'en vertu de l'article 92, 1°) du décret du 30 décembre 1809, les communes sont tenues de suppléer à l'insuffisance des revenus de la fabrique,

Décide :

- de prendre acte de l'arrêté du 12 juin 2012 de la Région de Bruxelles-Capitale qui mentionne un supplément d'intervention communale ordinaire ucquoise de 42,34 € au budget 2012 de la fabrique d'église de Saint-Pie X;

- d'engager une somme de 3.304 € à l'article 790/435-01/301 du budget communal 2012.

Onderwerp 2D – 5 : **Kerkfabriek van Sint-Pius X.- Akteneming van het Ministerieel Besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die de begroting 2012 van de kerkfabriek wijzigt.- Advies.**

De Raad,

Aangezien dat het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in zijn besluit van 12 juni 2012 de bovengemelde begroting gewijzigd heeft;

Aangezien dat onze Gemeenteraad op 26 januari 2012 een ongunstig advies over de goedkeuring van de begroting 2012 van de kerkfabriek van Sint-Pius X uitgebracht had;

Aangezien deze in evenwicht was dankzij een supplement van gewone gemeentelijke tussenkomst van 10.151,47 € waarvan 32,12 % ten laste van Ukkel, hetzij 3.261,66 €;

Aangezien de voordij het artikel 52 van de buitengewone uitgaven van 131,75 € vermeerderd heeft;

Aangezien deze laatste het bedrag ingeschreven onder artikel 17 van de gewone ontvangsten "gewone toelage" van 131,75 € verhoogd heeft om de begroting 2012 in evenwicht te brengen;

Aangezien de gemeentelijke toelage dus overgaat van 10.151,47 € naar 10.283,22 € waarvan 32,13 % ten laste van Ukkel, hetzij 3.304 €;

Aangezien dat het artikel 92 1°) van het Keizerlijk Dekreet van 30 december 1809 het voorziet, zijn de gemeenten verplicht tussen te komen in het tekort van inkomsten van de kerkfabriek;

Beslist :

- akte te nemen van het feit dat het besluit van 12 juni 2012 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een supplement van de Ukkelse gewone gemeentelijke tussenkomst van 42,34 € op de begroting 2012 van de kerkfabriek van Sint-Pius X vermeldt;

- een som van 3.304 € onder artikel 790/435-01/301 van de gemeentelijke begroting van 2012 in te schrijven

Objet 2D – 6 : **Fabriques d'église catholiques.- Budgets pour 2013.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Attendu que les budgets 2013 des fabriques d'église suivantes se clôturent en équilibre sans aucune intervention communale :

- Saint-Job;
- Saint-Marc;
- Saint-Paul;
- Sainte-Anne,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des budgets 2013 des fabriques d'église de Saint-Job, Saint-Marc, Saint-Paul, Sainte-Anne.

Onderwerp 2D – 6 : **Katholieke Kerkfabrieken.- Begrotingen 2013.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de begrotingen 2013 van de volgende kerkfabrieken zich afsluiten zonder enkele gemeentelijke tussenkomst :

- Sint-Job;
- Sint-Marcus;
- Sint-Paulus;
- Sint-Anna;

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijoverheid goed te keuren begrotingen voor 2013 van de kerkfabrieken van Sint-Job, Sint-Marcus, Sint-Paulus en Sint-Anna.

Objet 3 – 1 : Propriétés communales.- Parking Saint-Pierre, rue du Doyenné 63.- Création d'emplacements pour véhicules à deux-roues.- Conditions de location.- Règlement d'ordre intérieur.#

Le Conseil,

Attendu que le service des Propriétés communales a reçu une demande d'un habitant de la rue du Doyenné de pouvoir louer un espace pour vélo et un espace pour mobylette au sous-sol du parking;

Attendu qu'il n'y a pas d'emplacement délimité pour ce type de véhicule mais qu'il y a suffisamment d'espace près du mur gauche en descendant la rampe;

Attendu que deux ranges-vélos du type "arceau", chacun pour deux véhicules à deux roues, et donc deux emplacements, pourraient y être installés;

Attendu qu'il y aurait lieu de demander aux peintres en lettres de placer une plaque pour stationnement vélo et de dessiner l'emplacement au sol;

Attendu qu'un projet de contrat de location, basé sur le modèle de celui des emplacements de longue durée pour voitures, a été établi par le service;

Attendu que le loyer mensuel pour un emplacement deux-roues (vélo ou mobylette jusqu'à 50 cc) pourrait être de 10 €;

Attendu que cette recette pourrait être imputée à l'article des loyers emplacements voitures, article 424/163-01/87;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 93 et 117;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Fixe le loyer mensuel par emplacement pour un véhicule deux-roues (vélo ou mobylette jusqu'à 50 cc) à 10 €;

Approuve la convention de location y relative ainsi que le règlement d'ordre intérieur.

<p>PARKING ST-PIERRE</p> <p>RUE DU DOYENNE 63</p>

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Ce règlement régissant l'occupation des emplacements **est de stricte application.**

- Les emplacements ne peuvent être sous-loués ou cédés sans autorisation écrite et préalable de la Commune.
- Ils ne peuvent recevoir d'autre destination que celle de parking à l'usage de voiture particulière, de motocyclette, de vélo ou de mobylette (jusqu'à 50 cc).

- Ils ne peuvent servir de dépôts de marchandises, ateliers, etc.
- Les propriétaires des véhicules ne feront pas fonctionner leur moteur bruyamment et inutilement. L'entrée et la sortie des véhicules la nuit se feront de telle manière que la tranquillité des voisins ne soit pas troublée.
- La vitesse dans le parking est limitée à 5 km/heure.
- Le (la) locataire devra entretenir le bien en parfait état de propreté. Il est interdit de laver, vidanger et de réparer les véhicules dans le garage.
- Il est interdit de fumer dans le parking.
- Le (la) locataire reste seul(e) responsable de toutes les conséquences dommageables tant vis-à-vis de la Commune que des tiers, pouvant résulter de l'occupation du parking. Les dégâts occasionnés à son véhicule par des tiers sont déclinés par la Commune.
- Aucun dépôt de matières inflammables ou toxiques ne sera admis dans l'immeuble.
- Les jeux d'enfants ne sont permis ni dans le parking, ni sur la rampe d'accès.
- La présente énumération ne peut être considérée comme limitative.

Onderwerp 3 – 1 : Gemeente-eigendommen.- Parking Sint-Pieter.- Creatie van parkeerplaatsen voor tweewielers.- Huurvoorwaarden.- Huishoudelijk reglement.

De Raad,

Aangezien de dienst Gemeente-eigendommen een aanvraag van een inwoner van de Dekenijstraat heeft ontvangen om een plaats voor een fiets en een plaats voor een bromfiets te kunnen huren op de kelderverdieping van de parking;

Aangezien er geen afgebakende plaats is voor dit type voertuig maar er voldoende ruimte beschikbaar is vlakbij de linkermuur (bij het afdalen van de helling);

Aangezien er twee fietsenrekken van het type "boog" - elk voor twee tweewielers dus twee beschikbare plaatsen - geïnstalleerd kunnen worden;

Aangezien er aan de letterschilders gevraagd moet worden een bord parkeerplaatsen voor fietsen te voorzien en de plaatsen op de grond af te bakenen;

Aangezien de dienst een ontwerp van huurovereenkomst heeft opgemaakt, op basis van de overeenkomst voor lange duur van voertuigen;

Aangezien de maandelijkse huur voor een plaats voor tweewielers (fiets of bromfiets tot 50 cc) 10 € kan bedragen;

Aangezien deze ontvangsten geboekt zouden kunnen worden onder het artikel van de huurgelden van autoplaatsen, namelijk 424/163-01/87;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 93 en 117;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Legt de maandelijkse huur voor een plaats voor tweewielers (fiets of bromfiets tot 50 cc) vast op 10 €;

Verleent zijn goedkeuring aan de betrokken huurovereenkomst en het huishoudelijk reglement.

<p>PARKING SINT-PIETER</p> <p>DEKENIJSTRAAT 63</p>
--

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

Dit reglement inzake de bezetting van parkeerplaatsen **moet strikt nageleefd worden**.

- De parkeerplaatsen mogen niet onderverhuurd of overgedragen worden zonder de schriftelijke en voorafgaande toestemming van de gemeente.
- De plaatsen mogen enkel gebruikt worden voor het stallen van particuliere wagen, motorrijwielen, fietsen of bromfietsen (tot 50 cc).
- De plaatsen mogen niet gebruikt worden als opslagplaats van goederen, werkplaats, enz.
- De eigenaars van de voertuigen mogen hun motor niet luidruchtig en onnodig laten draaien. Bij het in- en uitrijden van de tweewielers 's nachts mag de rust van de burens niet verstoord worden.
- In de parking geldt een snelheidsbeperking van 5 km/uur.
- De huurder moet de plaats perfect proper houden. In de garage is het verboden voertuigen te wassen, de olie ervan te verversen en te herstellen.
- In de parking geldt een rookverbod.
- De huurder is de enige verantwoordelijke voor schade ten aanzien van de gemeente en derden die veroorzaakt zou zijn door het gebruik van de parking. Schade aan de eigen voertuig door derden wordt door de gemeente afgewezen.
- Er mogen geen ontvlambare of giftige producten in het gebouw bewaard worden.
- Kinderspelen zijn niet toegelaten in de parking, noch op de toegangshelling.
- De bovenstaande opsomming mag niet als beperkend beschouwd worden.

Objet 3 – 2 : Propriétés communales.- Immeuble 935-937, chaussée de Waterloo (copropriété "Uccle 2000").- Fonds de réserve complémentaire pour travaux à l'installation de chauffage.- Autorisation au Collège de liquider les appels de fonds périodiques.

Le Conseil,

Considérant que, lors de la séance du 28 avril 2011, l'assemblée générale ordinaire des copropriétaires de l'immeuble sis 935-937 chaussée de Waterloo ("Uccle 2000") a adopté la proposition de financer les travaux de remplacement de chaudières par un appel de fonds et ce, à partir du 1er janvier 2012;

Que l'assemblée générale a confirmé sa décision en réunion du 28 mars 2012;

Considérant que le montant trimestriel de cet appel de fonds s'élève à 15.000,00 € pour la copropriété dont une quote-part pour la Commune égale à 6.069,32 €;

Que cet appel de fonds est complémentaire de l'appel trimestriel pour le fonds de réserve d'un montant de 2.500,00 €, dont la quote-part communale est égale à 926,05 €;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 93 et 117;

Vu les procès-verbaux des décisions de l'assemblée générale ordinaire des copropriétaires de l'immeuble sis 935-937, chaussée de Waterloo;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) d'autoriser le Collège échevinal à liquider au fur et à mesure des échéances et jusqu'à cessation des appels de provisions, les montants s'élevant à 6.069,32 € des quotes-parts trimestrielles de la Commune dans les avances réclamées par le syndic de l'association des copropriétaires de l'immeuble "Uccle 2000", en vue de constituer un fonds de réserve complémentaire destiné au remplacement des chaudières;

2) d'imputer cette dépense sur les crédits inscrits à l'article 76701/724-60-FR/87 du budget communal de 2012, service extraordinaire - Bibliothèque communale "le Phare" : appels de provisions pour travaux décidés par l'AG des copropriétaires – Allocation : 23.300,00 €;

3) de financer la dépense ci-avant intégralement au moyen d'un emprunt.

Onderwerp 3 – 2 : Gemeente-eigendommen.- Gebouw Waterlooosteenweg, 935-937 (mede-eigendom Ukkel 2000).- Bijkomend reservefonds voor werken bij de installatie van de verwarming.- Toelating aan het college om de opvragingen van driemaandelijks fondsen te vereffenen.

De Raad,

Overwegende dat de gewone algemene vergadering van mede-eigenaars van het gebouw in de Waterlooosteenweg 935-937 ("Ukkel 2000") in zitting van 28 april 2011 haar goedkeuring heeft verleend aan het voorstel om de vervanging van de verwarmingsketels te financieren door middel van een opvraging van fondsen en dit vanaf 1 februari 2012;

Overwegende dat de algemene vergadering deze beslissing heeft bevestigd in zitting van 28 maart 2012;

Overwegende dat het driemaandelijks bedrag van deze opvraging van fondsen € 15.000 bedraagt voor het mede-eigendom waarvan een aandeel voor de gemeente van € 6.069,32;

Overwegende dat deze opvraging van fondsen aanvullend is op de driemaandelijks opvraging voor het reservefonds van een bedrag van € 2.500 waarvan het gemeentelijk aandeel € 926,05 bedraagt;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 93 en 117;

Gelet op de processen-verbaal van de beslissingen van de gewone algemene vergadering van mede-eigenaars van het gebouw in de Waterlooosteenweg 935-937;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) het schepencollege de toelating te verlenen om over te gaan tot de vereffening, naargelang de vervaldata en tot stopzetting van opvragingen voor provisies, van de bedragen van € 6.069,32 van de driemaandelijks aandelen van de gemeente in de gevraagde voorschotten door de beheerder van de vereniging van mede-eigenaars van het gebouw "Ukkel 2000" met het oog op de creatie van een bijkomend reservefonds voor de vervanging van de verwarmingsketels;

2) deze uitgave te boeken onder artikel 76701/724-60-FR/87 van de gemeentebegroting 2012, buitengewone dienst - Gemeentelijke bibliotheek "Le Phare": reserves aanleggen voor werken, beslist door de algemene vergadering van de mede-eigenaars – Toelage : € 23.300;

3) de voormelde uitgave volledig te financieren door middel van een lening.

**Objet 4A – 1 : Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.-
Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et
échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 21 juin 2012 - Ecole des Eglantiers : changement des serrures - 3.245,80 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 26 juin 2012 - Ecole du Longchamp : rénovation des façades (EA n° 9) - Dépassement de 15.718,67 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 3 juillet 2012 - Remplacement d'une caméra de sécurité sur le camion poubelles 874 - 2.400 € (T.V.A. comprise) - Article 136/745-53/84 - Fonds de réserve;
- 10 juillet 2012 - Ecole de Saint-Job : remise en état de la conciergerie - 12.051,60 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 10 juillet 2012 - Ecole des Bouleaux : rénovation de l'installation d'éclairage, des circuits des prises électriques, câblages, T.G.B.T. et tableaux divisionnaires - 5.703,34 € (majoration 10% et T.V.A. comprises) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 17 juillet 2012 - Interventions et achats divers pour les installations techniques - Remplacement de deux centrales de détection de gaz - 4.993,37 € (majoration 5% et T.V.A. comprises) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 17 juillet 2012 - Maison communale : rénovation de l'installation électrique - Augmentation de la dépense de 2.279,64 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85 - Emprunt;
- 17 juillet 2012 - Achat matériel de téléphonie - Remplacement des Smartphones - 3.639,90 € (T.V.A. comprise) - Article 137/742-54/85 - Fonds de réserve;
- 17 juillet 2012 - I.C.P.H. : remplacement de la détection de gaz - 3.190,41 € (majoration 10% et T.V.A. comprises) - Article 75102/724-60/85 - Emprunt;
- 17 juillet 2012 - Achat d'un scooter de ville et accessoires - 4.000 € (T.V.A. comprise) - Article 136/743-51/84 - Fonds de réserve;
- 17 juillet 2012 - Réparation des brosses de la balayeuse 820 - 4.000 € (T.V.A. comprise) - Article 136/745-53/84 - Fonds de réserve;
- 14 août 2012 - Ecole du Longchamp : rénovation des façades (EA n° 10) - Dépassement de 27.776,25 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96;
- 14 août 2012 - Achat d'un combi frigo-congélateur - 967,54 € (majoration 10% et T.V.A. comprises) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 14 août 2012 - Ecole de Saint-Job (maternelle) : remplacement de la chaudière - Dépassement de 9.528,55 € (hors T.V.A.) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 14 août 2012 - Achat d'un tableau combi et d'un présentoir écoline - 338,07 € (majoration 10% et T.V.A. comprises) - Article 76301/744-98/91 - Fonds de réserve;
- 14 août 2012 - Bâtiments administratifs, rue Auguste Danse, 25 - Aménagement et modernisation du 3ème étage du bâtiment avant et du bâtiment arrière (EA n° 23) - Dépassement de 3.039,16 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;
- 14 août 2012 - Bâtiments administratifs, rue Auguste Danse, 25 - Aménagement et modernisation du 3ème étage du bâtiment avant et du bâtiment arrière (EA n° 24) - Dépassement de 15.118,77 € (T.V.A. comprise) Article 137/723-60/96;
- 21 août 2012 - Crèche du Globe : aménagement du 3^{ème} étage - Prolongement du délai d'exécution avec 80 jours;

- 21 août 2012 - Remplacement du châssis-porte du local des peintres en lettres et installation de stores pour coupoles - 20.000 € (majoration 10% et T.V.A. comprises) - Article 137/724-60/85 - Emprunt.

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 21 juni 2012 - School Eglantiers : verandering van de sloten - 3.245,80 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 26 juni 2012 - Longchampschool : renovatie van de gevels (VS nr 9) - Overschrijding met 15.718,67 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96;
- 3 juli 2012 - Vervanging van een veiligheidscamera op de vuilniswagen 874 - 2.400 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/745-53/84 - Reservefonds;
- 10 juli 2012 - School van Sint-Job : herstelling van de conciërgewoning - 12.051,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 10 juli 2012 - School Les Bouleaux : renovatie van de lichtinstallatie, bekabeling, ALSB en verdeelborden - 5.703,34 € (verhoging 10 % en B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;
- 17 juli 2012 - Diverse tussenkomsten en aankopen voor de technische installaties - Vervanging van twee gasdetectiecentrales - 4.993,37 € (verhoging 5 % et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 17 juli 2012 - Gemeentehuis : renovatie van de elektriciteit - Verhoging van de uitgave met 2.279,64 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening;
- 17 juli 2012 - Aankoop van telefoonmateriaal - Vervanging van Smartphones - 3.639,90 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/742-54/85 - Reservefonds;
- 17 juli 2012 - I.C.P.H. : vervanging van de gasdetectie - 3.190,41 € (verhoging 10 % et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85 - Lening;
- 17 juli 2012 - Aankoop van een stadsscooter en toebehoren - 4.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/743-51/84 - Reservefonds;
- 17 juli 2012 - Herstelling van de borstels van de veegmachine 820 - 4.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/745-53/84 - Reservefonds;
- 14 augustus 2012 - Longchampschool : renovatie van de gevels (VS nr 10) - Overschrijding met 27.776,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96;
- 14 augustus 2012 - Aankoop van een koelkast met diepvriezer - 967,54 € (verhoging 10 % et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;
- 14 augustus 2012 - Kleuterschool van Sint-Job : vervanging van de verwarmingsketel - Overschrijding met 9.528,55 € (hors B.T.W.) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;
- 14 augustus 2012 - Aankoop van een combibord en een ecolinedisplay - 338,07 € (verhoging 10 % et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76301/744-98/91 - Reservefonds;
- 14 augustus 2012 - Gebouwen van de Administratie, Auguste Dansestraat, 25 - Inrichting en modernisering van de 3de verdieping van het voor- en achtergebouw (VS nr 23) - Overschrijding met 3.039,16 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 14 augustus 2012 - Gebouwen van de administratie, Auguste Dansestraat, 25 - Inrichting en modernisering van de 3de verdieping van het voor- en achtergebouw (VS nr 24) - Overschrijding met 15.118,77 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;

- 21 augustus 2012 - Kinderdagverblijf van de Globe : inrichting van de 3de verdieping - Verlenging van de uitvoeringstermijn met 80 dagen;
- 21 augustus 2012 - Vervanging van de vensterdeur van het lokaal van de schilders en aanbrengen van zonneweringen voor koepels - 20.000 € (verhoging 10 % et B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85 - Lening.

4A – 2 Amélioration de revêtements routiers en asphalte.- Exercice 2012.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et du mode de financement.

M./de h. Cohen voudrait avoir l'assurance que les différentes phases ne seront pas entreprises en même temps, même s'il y a des retards, car si la rue Victor Allard fait l'objet de travaux en même temps que la rue Gatti de Gamond, le quartier du Merlo va être totalement bloqué, alors qu'il l'a déjà été à l'occasion de travaux antérieurs rue de Stalle et rue Victor Allard.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que les travaux comportent quatre phases qui s'étalent dans le temps.

Objet 4A – 2 : Amélioration de revêtements routiers en asphalte pour l'exercice 2012.- Reconduction du marché.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Vu qu'un montant de 1.610.703,48€ figure à l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2012 pour l'amélioration de revêtements routiers en asphalte pour l'exercice 2012;

Vu que le Conseil a déjà approuvé un premier lot estimé à 365.655,65€ TVA comprise, le Collège propose un deuxième lot qui comprendra l'amélioration des revêtements routiers en asphalte des artères suivantes de notre réseau routier :

Phase 1 :

Avenue Montjoie (tronçon entre la rue Edith Cavell et la chaussée de Waterloo);

Rue Victor Allard (tronçon entre la rue Beeckman et l'avenue de l'Aulne);

Avenue du Hérisson;

Phase 2 :

Avenue Dolez (tronçon entre la Vieille rue du Moulin et l'avenue de la Chênaie);

Rue Gatti de Gamond (tronçon entre la rue de Stalle et la rue Victor Allard);

Rue Joseph Bens (tronçon entre la chaussée d'Alseberg et la rue Beeckman);

Phase 3 :

Parvis Saint-Pierre;

Rue du Postillon;

Rue Vanderkindere (tronçon entre la rue de la Mutualité et la chaussée d'Alseberg);

Phase 4 :

Rue Joseph Stallaert;

Rue Edith Cavell (tronçon entre la rue Joseph Stallaert et l'avenue Montjoie);

Rue Jacques Pastur (tronçon entre la chaussée de Waterloo et l'avenue Fond'Roy);

Avenue Blücher (tronçon entre l'avenue des Eglantiers et l'avenue de Foestraets);

Attendu que ces travaux comprendront principalement le rechargement des revêtements hydrocarbonés existants après raclage de la couche d'usure existante, le démontage des taques de voirie et avaloirs en mauvais état et le remplacement de ces accessoires défectueux par des nouveaux, l'adaptation des taques de voirie en bon état au niveau projeté du nouveau revêtement;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 829.573,70€ (TVA et 10% pour révision et imprévus compris). Cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2012.

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la reconduction du marché conformément à l'article 17, § 2, 2 b) de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics;
- 2) d'approuver la dépense de 829.573,70€ (TVA et 10% pour révision et imprévus compris);
- 3) d'approuver des documents de la procédure négociée sans respecter de règle de publicité devant régir les travaux du présent lot;
- 4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 2 : Verbetering van wegbedekkingen in asfalt.- Dienstjaar 2012.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien de buitengewone begroting 2012 onder artikel 421/731-60/82 een bedrag van 1.610.703,48€ voorziet voor de verbetering van wegdekken uit asfalt voor het dienstjaar 2012;

Aangezien de Gemeenteraad al een eerste perceel heeft goedgekeurd, geraamd op 365.655,65€ (btw inbegrepen), stelt het College een tweede perceel voor, dat zal bestaan uit en dat dit deel de verbetering omvat van wegdekken uit asfalt voor de volgende wegen van ons wegennet :

Fase 1 :

Montjoielaan (deel tussen de Edith Cavellstraat en de Waterlooosesteenweg);

Victor Allardstraat (deel tussen de Beeckmanstraat en de Elzeboomlaan);

Egellaan;

Fase 2 :

Dolezlaan (deel tussen de Oude Molenstraat en de Eikenboslaan);

Gatti de Gamondstraat (deel tussen de Stallestraat en de Victor Allardstraat);

Joseph Bensstraat (deel tussen de Alsebergsesteenweg en de Beeckmanstraat);

Fase 3 :

Sint-Pietersvoorplein;

Postiljonstraat;

Vanderkinderestraat (deel tussen de Onderlinge Bijstandstraat en de Alsebergsesteenweg);

Fase 4 :

Joseph Stallaertstraat;

Edith Cavellstraat (deel tussen Joseph Stallaertstraat en Montjoielaan);

Jacques Pasturstraat (deel tussen de Waterlooosesteenweg en de Vronerodelaan);

Blücherlaan (deel tussen de Wilderorzelaarslaan en de de Foestraetslaan);

Aangezien deze werkzaamheden voornamelijk zullen bestaan uit het ophogen van het bestaande koolwaterstofhoudende wegdek, na het afschrapen van de bestaande slijtlaag, het wegnemen van de riooldeksels en de slikkers in slechte staat en het vervangen van deze gebrekkige toebehoren door nieuwe, het aanpassen van de riooldeksels in goede staat aan het geplande niveau van de nieuwe bekleding;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken 829.573,70€ (btw en 10% voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) bedraagt; Deze uitgave zal geboekt worden onder artikel 421/731-60/82 van de begroting 2012;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) de verlenging van de opdracht overeenkomstig artikel 17, § 2, 2° b) van de wet van 24 december 1993 op de overheidsopdrachten goed te keuren;

2) de uitgave van 829.573,70€ (btw en 10% voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) goed te keuren;

3) de documenten van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking goed te keuren die de werkzaamheden van onderhavig perceel zullen regelen;

4) akkoord te gaan met het afsluiten van een lening.

Objet 4A – 3 : Travaux d'égouttage exécutés par Hydrobru.- Travaux de fourniture et de raccordement des avaloirs.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que le budget communal prévoit à l'article 877/732-60/82 des dépenses extraordinaires pour 2012, un crédit de 400.000 €;

Attendu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la Commune par l'IBrA.

Attendu qu'entre-temps l'IBrA a changé de nom et est devenue Hydrobru, Hydrobru effectuera les travaux en tant que gestionnaire du réseau d'égouts de la Commune;

Attendu que l'estimation des travaux d'égouttage est de 200.000 €;

Les rues à égoutter courant 2012 (2ème semestre) sont :

- Avenue des Narcisses : 350 mct;
- Avenue de la Pinède : 450 mct;
- Avenue Blücher : 730 mct;
- Avenue des Tilleuls : 600 mct;

Attendu que cette dépense sera imputée à l'article 877/732-60/82 du budget extraordinaire pour l'exercice 2012,

Décide :

- 1) d'approuver de la dépense de 200.000 € TVAC;
- 2) d'approuver de confier les travaux à Hydrobru, gestionnaire du réseau d'égouts de la Commune;
- 3) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 3 : Rioleringswerken uitgevoerd door Hydrobru.- Leveren en aansluiten van slikkers.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2012 een bedrag van 400.000 € voorziet op artikel 877/732-60/82;

Aangezien de gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS;

Aangezien BrIS intrussen van naam is veranderd en Hydrobru is geworden, en Hydrobru dus de werkzaamheden zal uitvoeren als beheerder van het rioolnet van de gemeente;

Aangezien de raming van de rioleringswerken van 200.000€ bedraagt;

De straten waar in de loop van 2012 (2e semester) riolen moeten worden aangelegd zijn :

- Narcisbloemenlaan : 350 lopende meter;
- Pijnboslaan: 450 lopende meter;
- Blücherlaan: 730 lopende meter;
- Lindenlaan: 600 lopende meter;

Aangezien deze uitgave geboekt zal worden onder artikel 877/732-60/82 van de buitengewone begroting van 2012,

Beslist :

- 1) de uitgave van 200.000 € incl.btw goed te keuren;
- 2) het toevertrouwen van deze werkzaamheden aan Hydrobru, beheerder van het rioolnet van de gemeente, goed te keuren;
- 3) akkoord te gaan met het afsluiten van een lening.

Objet 4A – 4 : Réaménagement de la rue Engeland entre l'avenue Dolez et le chemin de la Forêt.- Exercice 2012.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché, et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 600.000,00€ est inscrit à l'article 421/731-60/82 du budget 2012 pour le réaménagement de la rue Engeland entre l'avenue Dolez et le chemin de la Forêt;

Attendu que l'avant-projet établi par le service technique de la voirie prévoit l'élargissement de la voirie afin de permettre la circulation en double sens;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- le démontage du revêtement et de la fondation existante;
- le démontage des trottoirs et des bordures existantes;
- les terrassements;
- la pose d'une fondation en empierrement;
- la construction de trottoirs en pavés en béton;
- la construction des zones de stationnement en pavés naturels.
- l'asphaltage de la voirie;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 599.891,28€, TVA comprise;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense de 599.891,28€, TVA comprise;
- 2) d'approuver des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent dossier;
- 3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;
 - des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;
 - une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
 - une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
 - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;
- 4) d'approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 4A – 4 : Heraanleg van de Engelandstraat, tussen de Dolezlaan en de Woudweg.- Dienstjaar 2012.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2012 een bedrag van 600.000,00€ voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de heraanleg van de Engelandstraat tussen de Dolezlaan en de Woudweg;

Aangezien dat het voorproject opgesteld door de technische wegdienst de verbreding van de wegenis voorziet;

Aangezien de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de bestrating en van de bestaande fundering;

- het uitbreken van de voetpaden en van de bestaande boordstenen;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;
- het bouwen van parkeerstroken in herbruikbare;
- het plaatsen van een nieuwe voetpadbedekking in betonstraatstenen van grijze kleur;
- het asfalteren van de wegenis;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken 599.891,28€, BTW inbegrepen bedraagt en dat deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2012;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de uitgave van 599.891,28€ btw inbegrepen, goed te keuren;
2. de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;
3. de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :

- een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in wegeniswerken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

- studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;

- een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

- een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

- de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3;

- 4) de financieringswijze goed te keuren door de lening.

Objet 4A – 5 : Création d'un parking chaussée de Saint-Job-avenue du Prince de Ligne.- Exercice 2011.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché, et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 600.000,00€ est inscrit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2012 pour la création d'un parking chaussée de Saint-Job - avenue du Prince de Ligne;

Attendu que le Collège propose de créer un parking;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- les terrassements;
- la pose d'une fondation en béton maigre;
- la reconstruction du trottoir en pavés de béton;
- l'aménagement de zone de stationnement en pavés drainant;
- l'asphaltage de la voirie;
- l'aménagement de zones de stationnement en dalles engazonnées;
- la plantation d'arbres et d'arbustes;
- la pose d'un éclairage public;
- le remplacement des clôtures;

Attendu que l'estimation de la dépense s'élève à 502.662,25€, TVA comprise sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2012;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense de 502.662,25€ TVA comprise;
- 3) d'approuver des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent dossier;
- 4) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de voirie de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;
 - des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;
 - une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
 - une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
 - attestation ONSS;
 - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3 ou plus;
- 5) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 5 : **Inrichting van een parking Sint-Jobsesteenweg-Prins de Lignelaan.- Dienstjaar 2012.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.**

De Raad,

Overwegende dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2012 een bedrag van 600.000,00 € voorziet op artikel 421/731-60/82 voor het creëren van een parking Sint-Jobsesteenweg-Prins de Lignelaan;

Overwegende dat het College voorstelt de parking te creëren;

Overwegende dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de bestrating en van de bestaande fundering;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;
- het bouwen van voetpaden in betonstraatstenen;
- het aanleggen van een parkeerstrook in porfierkeien;
- het asfalteren van de wegenis;
- de inrichting van parkeerstroken in grastegels;
- de beplantingen van bomen en struiken;
- het plaatsen van de openbare verlichting;
- de vervanging van de hekken;

Overwegende dat de raming der uitgave 502.662,25 € bedraagt, btw inbegrepen en dat deze uitgave zal geboekt worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2012;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de uitgave van 502.662,25 € btw inbegrepen goed te keuren;
- 2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;
- 3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :
 - een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in wegeniswerken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

- studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;
 - een lijst van **de** werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;
 - een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;
 - de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3 of meer;
- 4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

Objet 4A – 6 : Aménagements divers en vue de lutter contre les inondations IV.- Exercice 2012.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 200.000,00 € pour la lutte contre les inondations est inscrit à l'article 879/732-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2012;

Attendu que le Collège propose des aménagements à divers endroits du territoire communal afin de lutter contre les inondations (liste non exhaustive : rue de Verrewinkel, chaussée de Saint-Job, rue Geleystsbeek, avenue des Hospices, Drèves des Chalets, rue des Bigarreux);

Que ces travaux comprendront principalement :

- le démontage d'avaloirs existant et leur remplacement par des avaloirs d'orage, d'une plus grande capacité d'absorption;
- le placement de caniveaux;
- le réaménagement de zones de trottoirs, de bordures ou de zones de stationnement problématiques;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 166.219,27 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 879/732-60/82 du budget 2012;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense de 166.219,27 €, TVA comprise;
- 2) d'approuver des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent lot;
- 3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera l'adjudication publique et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques et techniques des entrepreneurs, à savoir :
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaire global et en travaux de l'entreprise au cours des trois derniers exercices;
 - des titres d'études et professionnels de l'entrepreneur et/ou des cadres de l'entreprise et, en particulier, du ou des responsables de la conduite des travaux;
 - une liste des travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années, cette liste étant appuyée de certificats de bonne exécution. Ces certificats indiquent le montant, l'époque et le lieu de d'exécution des travaux et préciseront s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin;
 - une déclaration mentionnant la composition d'une équipe type qui sera chargée de l'exécution des travaux ainsi que la liste du matériel qui sera en service;
 - le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrégation d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 2;
- 4) d'approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 4A – 6 : **Diverse aanpassingen in de strijd tegen de overstromingen IV.- Dienstjaar 2012.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2012 een bedrag voorziet van 200.000,00 € op artikel 879/732-60/82 voor de bestrijding van overstromingen;

Aangezien het College verschillende aanpassingen op verschillende locaties van het gemeentelijk grondgebied voorstelt om de strijd aan te gaan tegen de overstromingen (Mogelijk aan te vullen lijst : Verwinkelstraat, Sint-Jobsesteenweg, Geleytsbeekstraat, Godshuizenlaan, Kasteeltjeslaan, Vleeskersenstraat);

Dat de werken voornamelijk omvatten :

- het demonteren van de bestaande riolen en de vervanging door stormbekken met grotere -absorptievermogen;

- de plaatsing van goten;

- de herinrichting van de voetpaden, de stoepranden en de problematische parkeerzones;

Aangezien dat de raming van de uitgave voor deze werken 166.219,27 €, BTW inbegrepen, bedraagt;

Aangezien dat deze uitgave zal geboekt worden op artikel 879/732-60/82 van de begroting 2012;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

1) de uitgave van 166.219,27 €, BTW inbegrepen, goed te keuren;

2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;

3) de gunningswijze door openbare aanbesteding goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten :

- een verklaring betreffende de totale omzet en de omzet in werken van de onderneming over de laatste drie boekjaren;

- studie- en beroepskwalificaties van de aannemer en/of van het ondernemingskader, in het bijzonder, van de verantwoordelijke(n) voor de leiding van de werken;

- een lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, en gestaafd door getuigschriften van goede uitvoering. Deze werken bevatten het bedrag, het tijdstip en de plaats van uitvoering van de werken en geven duidelijk weer of deze uitgevoerd werden volgens de regels van de kunst en of ze op regelmatige wijze tot een goed einde werden gebracht;

- een verklaring waarin de samenstelling van een typeploeg die zal belast worden met de uitvoering van de werken alsook een lijst van het materieel dat in dienst zal zijn, vermeld is;

- de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 2;

4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

Objet 4A – 7 : **Ecole des Eglantiers.- Rénovation du système de chauffage.- Approbation des conditions du marché et de la modification du programme extraordinaire.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de rénovation du système de chauffage de l'école des Églantiers;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les fournitures précitées;

Considérant que le service BCM a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 150.000 €;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le descriptif des travaux prévus au programme extraordinaire en ajoutant "Ecole des Eglantiers : rénovation du système de chauffage" pour un montant de 150.000 €;

Considérant que cette dépense sera imputée à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2012 après transfert de :

- 50.000 € de la sous-allocation "Ecoles primaires : Travaux d'alarmes incendie et/ou intrusion" où figure un disponible de 50.000 €;

- 50.000 € de la sous-allocation "Ecoles primaires : Travaux de désamiantage" où figure un disponible de 50.000 €;

- 50.000 € de la sous-allocation "Ecole du Centre : Travaux électriques pour économie d'énergie" où figure un disponible de 80.000 €;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement les articles 13 à 15 ainsi que ses arrêtés d'exécution,

Approuve les points suivants :

1) le projet de rénovation du système de chauffage de l'école des Eglantiers;

2) le cahier spécial des charges y relatif;

3) la passation du marché par adjudication publique;

4) le financement de la dépense par emprunt;

5) la modification du descriptif des travaux prévus au programme extraordinaire en ajoutant "Ecole des Eglantiers : Rénovation du système de chauffage" pour un montant de 150.000 €;

6) l'engagement de la dépense de 150.000 € à imputer à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2012 après transfert de :

- 50.000 € de la sous-allocation "Ecoles primaires : Travaux d'alarmes incendie et/ou intrusion" où figure un disponible de 50.000 €;

- 50.000 € de la sous-allocation "Ecoles primaires : Travaux de désamiantage" où figure un disponible de 50.000 €;

- 50.000 € de la sous-allocation "Ecole du Centre : Travaux électriques pour économie d'énergie" où figure un disponible de 80.000 €.

Onderwerp 4A – 7 : School Eglantiers.- Renovatie van de verwarming.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht en van de wijziging van het buitengewone programma.

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de werken om de verwarmingsinstallatie van de school Eglantiers te vernieuwen;

Overwegende dat het aangewezen is een openbare aanbesteding uit te schrijven met als voorwerp de hogervermelde leveringen;

Overwegende dat de dienst GGO een bestek heeft opgesteld dat een maximale uitgave voorziet van 150.000 €;

Overwegende dat het noodzakelijk is de omschrijving van de werken die voorzien zijn in het buitengewone programma te wijzigen door eraan toe te voegen "Ecole des Eglantiers : Vernieuwen van het verwarmingssysteem" voor een bedrag van 150.000 €;

Overwegende dat deze uitgave geboekt zal worden onder artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2012 na overdracht van :

- 50.000 € van de toelage "Scholen lager onderwijs : Veiligheidsinstallaties (alarm en brand)" waarop 50.000 € beschikbaar is;

- 50.000 € van de toelage "Scholen lager onderwijs: Asbestverwijdering" waarop 50.000 € beschikbaar is;

- 50.000 € van de toelage "Ecole du Centre : Elektrische werken voor energiebesparingen" waarop 80.000 € beschikbaar is;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder artikels 13 tot 15 evenals de uitvoeringsbesluiten ervan,

Keurt de volgende punten goed :

- 1) het ontwerp van renovatie van het verwarmingssysteem van de school Eglantiers;
- 2) het overeenstemmende bestek;
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan;
- 5) de wijziging van de omschrijving van de voorziene werkzaamheden in het buitengewoon programma door toe te voegen "Ecole des Eglantiers : Vernieuwen van het verwarmingssysteem" voor een bedrag van 150.000 €;
- 6) de vastlegging van de uitgave van 150.000 €, te boeken onder artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2012 na overdracht van :
 - 50.000 € van de toelage "Scholen lager onderwijs : Veiligheidsinstallaties (alarm en brand) waarop 50.000 € beschikbaar is;
 - 50.000 € van de toelage "Scholen lager onderwijs : Asbestverwijdering waarop 50.000 € beschikbaar is;
 - 50.000 € van de toelage "Ecole du Centre : Elektrische werken voor energiebesparingen waarop 80.000 € beschikbaar is.

**- M. le Bourgmestre rentre et préside à nouveau la séance -
- de h. Burgemeester komt de zaal binnen en herneemt het voorzitterschap -**

**Objet 4A – 8 : Salle 1180.- Rénovation de la chaufferie et de la ventilation.-
Approbation des conditions du marché.#**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder aux travaux de rénovation de la chaufferie et de la ventilation de la salle 1180;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public en vue de procéder au projet précité;

Considérant que le service BCM et la firme Teen Consulting ont rédigé le cahier des charges qui prévoit une dépense totale de 133.000 €;

Considérant que cette dépense émerge au service extraordinaire du budget 2012 à l'article 76302/724-60/85 où figure un disponible de 190.000 €;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement les articles 13 à 15 ainsi que ses arrêtés d'exécution;

Approuve les points suivants :

- 1) le projet de travaux de rénovation de la chaufferie et de la ventilation de la salle 1180;
- 2) le cahier spécial des charges y relatif;
- 3) l'estimation de la dépense à 133.000 € à imputer à l'article 76302/724-60/85 du budget extraordinaire 2012 où figure un disponible de 190.000 €;
- 4) la passation du marché par adjudication publique;
- 5) le financement de la dépense par emprunt.

**Onderwerp 4A – 8 : Zaal 1180.- Renovatie van de verwarming en de ventilatie.-
Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de werkzaamheden voor de renovatie van de stookplaats en de verluchting van zaal 1180;

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot een openbare aanbesteding voor het bovenvermelde project;

Overwegende dat de dienst GGO en de firma Teen Consulting een bestek hebben opgesteld dat een totale uitgave voorziet van 133.000 €;

Overwegende dat deze uitgave geboekt kan worden onder artikel 76302/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2012, waarop een bedrag van 190.000 € beschikbaar is;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder artikels 13 tot 15 evenals de uitvoeringsbesluiten ervan,

Keurt de volgende punten goed :

- 1) het renovatieproject van de stookplaats en de verluchting van zaal 1180;
- 2) het overeenstemmende bestek;
- 3) de raming van de uitgave die 133.000 € bedraagt, te boeken onder artikel 76302/724-60/85 van de buitengewone begroting van 2012 waarop 190.000 € beschikbaar is;
- 4) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 5) de financiering van de uitgave door een lening.

Objet 4A – 9 : Crèche de Saint-Job.- Réaménagement (dernière phase).- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu l'allocation de 200.000,00 EUR figurant à l'article 84401/723-60/96 du budget extraordinaire de 2012 pour couvrir notamment la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 149.592,89 EUR (HTVA) ou 181.007,40 EUR (TVAC); cette dernière somme étant encore à majorer de 10 % pour couvrir l'application de la formule de révision et les éventuels travaux imprévus; ce qui en porte le montant à 199.108,14 EUR (majoration 10% et TVAC), arrondi à 200.000,00 EUR;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation arrondie à 200.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt.

Onderwerp 4A – 9 : Kinderdagverblijf van Sint-Job.- Herinrichting (laatste fase).- Goedkeuring van het ontwerp, de raming, de gunningswijze van de opdracht en de financiering van de uitgave.

De Raad,

Gelet op het allocatie van 200.000,00 EUR onder artikel 84401/723-60/96 van de buitengewone begroting van 2012 om met name de uitgave te dekken met betrekking tot de verwezenlijking van het hierboven vermelde project;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 149.592,89 EUR (excl. btw), of 181.007,40 EUR (incl. btw); dit laatste bedrag dient nog te worden verhoogd met 10 % om de toepassing te dekken van de herzieningsformule en de eventuele onvoorziene werken, wat het bedrag brengt op 199.108,14 EUR (vermeerdering van 10 % en btw inbegrepen), afgerond op 200.000,00 EUR;

Gelet op de artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 dat de algemene uitvoeringsregels vaststelt van overheidsopdrachten en concessies van openbare werken, met name artikel 3, § 1, en dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de schatting, afgerond op 200.000,00 EUR (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan.

Objet 4D – 1 : Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.309.- Avenue Princesse Paola, au carrefour avec la rue Joseph Jongen;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.49.- Rue de la Magnanerie, en face du 48;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.77.- Avenue de Saturne, 12, Résidence officielle de l'Ambassadeur de la République de Tadjikistan: 6 m (stationnement obligatoire sur accotement);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.210.- Rue du Ham, 127;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.140.- Rue Molensteen, du mitoyen des n°s 47-49 au carrefour avec l'avenue de Beersel;

22.E.141.- Rue Molensteen, de l'avenue de Beersel au mitoyen des n°s 48-50;

Rectifications :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.40.- Avenue Latérale, du carrefour avec l'avenue Jean et Pierre Carsoel au n° 43b et du n° 17 au carrefour avec la chaussée de Waterloo;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.111.- Place Homère Goossens, 1, sur une distance de 10 m;

17.II.1.d.264.- Rue des Polders, du côté opposé au n° 7;

Nouvelles dispositions :

Article 2.C.- L'accès est interdit, sauf pour la circulation locale, sur les voies ci-après :

2.C.88.- Rue Joseph Vanderlinden;

Article 4.A.- L'accès des voies ci-après est interdit aux conducteurs de véhicules dont le poids en charge dépasse le poids indiqué :

4.A.40.- Rue de Verrewinkel : 3,5 tonnes (excepté desserte locale);

4.A.41.- Avenue de Beersel : 3,5 tonnes (excepté desserte locale), dans son tronçon situé sur le territoire d'Uccle;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.455.- Rue Joseph Jongen au carrefour avec la rue Adolphe Wansart;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.288.- Rue Victor Allard, 165;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.78.- Rue Copernic, du côté opposé au n° 2b, Résidence officielle de l'Ambassadeur de la République du Tadjikistan : 6 m;

17.II.1.b.79.- Avenue du Gui, 161, Résidence de l'Ambassadeur de Norvège : 6 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.266.- Rue Henri Van Zuylen, 78;

17.II.1.d.267.- Chaussée de Saint-Job, 210;

17.II.1.d.268.- Rue François Vervloet, 184;

Article 17.IV.2.- Le stationnement est limité dans le temps, excepté pour les riverains, dans les rues suivantes :

17.IV.2.14.- Chaussée d'Alseberg, entre les n°s 705 à 639 et entre les n°s 610 à 572;

17.IV.2.15.- Rue du Doyenné, entre les n°s 1 à 33 et entre les n°s 2 à 62;

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.159.- Rue Victor Allard, à hauteur du n° 143 sur 10 m;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.235.- Avenue Helleveld;

22.E.236.- Rue Molensteen.

Onderwerp 4D – 1 : **Politie over het wegverkeer.- Aanvullend algemeen reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, Rechtzettingen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Overwegende dat voor het aanvullend algemeen reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 7 september 2000, diverse wijzigingen nodig zijn;

Dat bepaalde artikels ingetrokken, geactualiseerd of gewijzigd dienen te worden,

Beslist het aanvullend algemeen reglement als volgt te vervolledigen op de gemeentewegen :

Intrekkingen :

Artikel 13.E.- Op volgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.309.- Prinses Paolalaan, aan het kruispunt met de Joseph Jongenstraat;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, tenzij anders bepaald :

13.J.49.- Zijdeteelstraat, tegenover het nr 48;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.77.- Saturnelaan 12, ambtswoning van de ambassadeur van de Republiek Tadjikistan : 6 m (parkeren verplicht op de berm);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.210.- Hamstraat 127;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30km/u zijn voorzien op volgende plaatsen :

22.E.140.- Molensteenstraat, van de scheiding van de nrs. 47-49 tot het kruispunt met de Beersellaan;

22.E.141.- Molensteenstraat, van de Beersellaan tot de scheiding van de nrs. 48-50;

Rechtzettingen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.40.- Zijlaan, van het kruispunt met de Jean en Pierre Carsoellaan tot het nr. 43b en van het nr. 17 tot het kruispunt met de Waterlooosesteenweg;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.111.- Homère Goossensplein 1, over een afstand van 10 m;

17.II.1.d.264.- Poldersstraat, aan de zijde tegenover het nr. 7;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 2.C.- Tot navolgende wegen is de toegang verboden, uitgezonderd voor het plaatselijk verkeer :

2.C.88.- Joseph Vanderlindenstraat;

Artikel 4.A.- Tot navolgende wegen is de toegang verboden voor bestuurders van voertuigen waarvan het gewicht in beladen toestand hoger is dan het aangeduide :

4.A.40.- Verrewinkelstraat : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening);

4.A.41.- Beersellaan: 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening), in het gedeelte op het Ukkelse grondgebied;

Artikel 13.E.- Op volgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.455.- Joseph Jongenstraat aan het kruispunt met de Adolphe Wansartstraat;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, tenzij anders bepaald :

13.J.288.- Victor Allardstraat 165;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.78.- Copernicusstraat, aan de zijde tegenover het nr. 2b, ambtswoning van de ambassadeur van de Republiek Tadjikistan : 6 m;

17.II.1.b.79.- Maretaklaan 161, residentie van de ambassadeur van Noorwegen : 6 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.266.- Henri Van Zuylstraat 78;

17.II.1.d.267.- Sint-Jobsesteenweg 210;

17.II.1.d.268.- François Vervloetstraat 184;

Artikel 17.IV.2.- Op navolgende wegen in het parkeren beperkt in de tijd, behalve voor de bewoners :

17.IV.2.14.- Alsebergsesteenweg, tussen de nrs. 705 tot 639 en tussen de nrs. 610 tot 572;

17.IV.2.15.- Dekenijstraat, tussen de nrs. 1 tot 33 en tussen de nrs. 2 tot 62;

Artikel 19.- Op navolgende plaatsen is het parkeren verboden :

19.159.- Victor Allardstraat, ter hoogte van het nr. 143 over 10 m;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30km/u zijn voorzien op volgende plaatsen :

22.E.235.- Helleveltlaan;

22.E.236.- Molensteenstraat.

Objet 4E – 1 : Passage des pointeuses en mode biométrique avec ajout de pointeuses dans divers bâtiments.

M./de h. Wyngaard réitère la question que son chef de groupe, M. Desmet, avait posée il y a plusieurs mois pour s'assurer que cette décision a bien été prise en concertation avec les représentants du personnel.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt répond que cette question a été soumise au Comité Particulier de Négociation (CPN), qui a marqué son accord. Le grand avantage de ce système réside dans le fait qu'il évite toute fraude. Désormais, les fonctionnaires n'auront plus la possibilité de confier leur carte à un collègue qui pointerait à leur place.

Objet 4E – 1 : Acquisition et installation de pointeuses électroniques pour plusieurs bâtiments + passage, pour les bâtiments communaux principaux, aux lecteurs biométriques (de la main) pour remplacer les badges.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication ,du mode de passation, du cahier spécial des charges et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que le service du Personnel et le service Education ont demandé d'ajouter des pointeuses électroniques (à badge) dans une série de bâtiments qui, soit en sont dépourvus (Cimetière du Dieweg, 3 pré-gardiennats), soit ne disposent que de pointeuses mécaniques exigeant d'importantes saisies d'informations et manipulations de cartes de pointage (Centre Sportif, bibliothèques);

Que de plus, pour éviter les fraudes actuelles et la manipulation des badges (oublis, pertes, remplacement, départ à la pension), le service du Personnel propose de remplacer les pointeuses à badge par des pointeuses biométriques telles qu'elles existent au C.P.A.S.;

Que ces pointeuses sont gérées par le logiciel Unitime fourni par la société Idtech;

Que cette société a été chargée de la mise en IP de ces pointeuses en 2009 à la satisfaction des utilisateurs et récemment, le serveur des pointages a été upgradé et "virtualisé" si bien qu' à partir de janvier 2012, les agents communaux pourront accéder aux/faire la demande des congés, pointages, heures supplémentaires de manière électronique;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment son article 17, § 2, 1° f) et 122, 1° de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Attendu que ces acquisitions peuvent faire l'objet d'un seul marché à procédure négociée sans publicité;

Que la dépense porterait sur une somme globale estimée à 59.806,94€ (TVAC) qui serait prise en charge par le budget extraordinaire (article 131/742-53/53) financée par emprunt,

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité :

- le principe de l'acquisition, de l'installation et du raccordement de 7 pointeuses électroniques
- l'acquisition, l'installation et le raccordement de pointeuses biométriques dans 13 bâtiments (les plus fréquentés);
- le mode de passation du marché, à savoir une procédure négociée sans mesure de publicité pour un montant global estimé de 59.806,94€ (TVAC) du budget extraordinaire sous l'article 131/742-53/53
- le mode de financement (Fonds de réserve);
- le cahier spécial des charges.

Onderwerp 4E - 1: Aankoop en installatie van elektronische prikklokken voor verschillende gebouwen + overstap voor de voornaamste gemeentegebouwen naar biometrische lezers (met de hand) om de badges te vervangen. Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze, het bijzonder lastenboek en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien de diensten Personeel en Opvoeding hebben gevraagd om elektronische prikklokken (met badge) te voorzien in een aantal gebouwen die er nog niet over beschikken (Begraafplaats van Dieweg, 3 peultuinen) of die nog over mechanische prikklokken beschikken die veel gegevensverwerking en manipulaties van prikkarten vereisen (Sportcentrum, bibliotheken);

Aangezien de Personeelsdienst voorstelt om de prikklokken met badge te vervangen door biometrische prikklokken zoals in het OCMW om fraude en problemen met badges (vergeten, verlies, vervanging, pensionering) te vermijden;

Aangezien deze prikklokken beheerd worden door de software Unitime van onderneming Idtech;

Aangezien deze onderneming belast was met de IP-verbinding van deze prikklokken in 2009 tot voldoening van de gebruikers en de prikklokserver onlangs werd gevirtualiseerd zodat de gemeenteambtenaren sinds januari 2012 zelf toegang hebben en verlof, tijdsprinkingen, overuren ed. op een elektronische manier kunnen aanvragen;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, meer bepaald artikel 17, § 2, 1° f) en 122, 1° van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Aangezien deze aankopen het onderwerp kunnen uitmaken van een enkele opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Aangezien de totale uitgave geraamd wordt op € 59.806,94 (incl. btw) die besteed zal worden door de buitengewone begroting (artikel 131/742-53), gefinancierd door een lening;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, na beraadslaging, keurt het volgende eenparig goed:

- het principe van de aankoop, de installatie en de aansluiting van 7 elektronische prikklokken;
- de aankoop, de installatie en de aansluiting van biometrische prikklokken in 13 gebouwen (de meeste bezochte);
- de gunningswijze van de opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor een totaal geraamd bedrag van € 59.806,94 (incl. BTW) van de buitengewone begroting onder artikel 131/742-53/53;
- de financieringswijze (lening);
- het bijzonder lastenboek.

Objet 6C – 1 : Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication d'une décision du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 14 août 2012 - Amélioration des aires de jeux - Exercice 2012 - 19.844 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

6C – 1 : Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 14 augustus 2012 - Verbetering van speelpleinen - Dienstjaar 2012 - 19.844 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

Objet 7A – 1 : Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, d'une décision du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédures négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 21 août 2012 - Achat de matériel d'équipement et d'exploitation pour les crèches et haltes accueils - 49.765 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-51/90 - Emprunt (matériel amortissable en 10 ans) - 17.045 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-98/90 - Emprunt (matériel amortissable en 5 ans).

Onderwerp 7A – 1 : **Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststelt.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 21 augustus 2012 - Aankoop van materiaal voor de kinderdagverblijven en de tijdelijke kinderopvang - 49.765 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-51/90 - Lening (afschrijving op 10 jaar) - 17.045 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/90 - Lening (afschrijving op 5 jaar).

Objet 7A – 2 : **A.S.B.L. A.L.E.- Compte 2011.**

M./de h. Cohen constate que cette A.S.B.L. connaît une perte de 37.000 €. Même si l'on tient compte de la provision de 22.000 €, il reste un déficit de 15.000 €. Celui-ci s'élève à 4.000 € si on prend en considération l'apport de 11.000 €. M. Cohen estime que ce n'est pas un signe de bonne gestion et considère qu'aucune A.S.B.L. communale ne devrait présenter un compte en perte en fin d'année.

Mme l'Echevin/Mevr. de Verstraeten répond que ce déficit de 4.000 € s'explique essentiellement par le traitement d'un jeune fonctionnaire dont le contrat ne sera pas renouvelé. Et donc, pour des raisons purement mathématiques, ce déficit ne se présentera plus à l'avenir.

Objet 7A – 2 : **A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle.- Compte 2011.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle a été constituée par le Conseil communal en date du 24 novembre 1995;

Attendu que cette A.S.B.L. présente son compte 2011 arrêté par l'Assemblée Générale en séance du 21 mai 2012;

Vu le programme établi par cette A.S.B.L.,

Décide d'approuver le compte 2011 de l'A.S.B.L. A.L.E. d'Uccle.

Onderwerp 7A – 2 : **V.Z.W. P.W.A.van Ukkel.- Rekening 2011.**

De Raad,

Gezien de V.Z.W. P.W.A. van Ukkel door de Gemeenteraad werd opgericht in zitting van 24 november 1995;

Aangezien dat deze V.Z.W. haar rekening voor 2011 door de Algemene vergadering vastgelegd in zitting van 21 mei 2012 voorstelt;

Gezien het programma opgesteld door de V.Z.W.,

Beslist de rekening 2011 van de V.Z.W. P.W.A. van Ukkel goed te keuren.

Objet 8 – 1 : Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 21 août 2012 - Ecoles communales - Fourniture et pose de matériel et d'équipement pour les cuisines industrielles dans les écoles communales - 62.183,92 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/744-51/40 (Emprunt) et 722/744-51/40 (Emprunt).

Onderwerp 8 – 1 : Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 21 augustus 2012 - Gemeentescholen - Levering en plaatsing van materieel en uitrusting voor de industriële keukens van de gemeentescholen - 62.183,92 € (B.T.W. inbegrepen)

Objet 8 – 2 : Prégardiennats communaux.- Modification du règlement d'ordre intérieur des prégardiennats.

Le Conseil,

Etant donné qu'il était nécessaire d'adapter, dans le tableau d'éviction, la durée de l'éviction pour le cas de pédiculose massive;

Que l'O.N.E. recommande dans la brochure relative à la santé la durée suivante : "jusqu'à l'instauration du traitement",

Décide de remplacer la phrase actuelle "Jusqu'à l'instauration du traitement et l'absence de poux et lentes vivantes" par "jusqu'à l'instauration du traitement" dans le règlement d'ordre intérieur commun aux quatre prégardiennats communaux.

Onderwerp 8 – 2 : Gemeentelijke peuterscholen.- Wijziging van het huishoudelijk reglement van de peuterscholen.

De Raad,

Aangezien de uitsluitingsduur in geval van grootschalige pediculose aangepast moest worden in de uitsluitingstabel;

Aangezien de ONE in de gezondheidsbrochure de volgende duur aanraadt : "jusqu'à l'instauration du traitement",

Beslist de huidige zin "Jusqu'à l'instauration du traitement et l'absence de poux et lentes vivantes" te vervangen door "jusqu'à l'instauration du traitement" in het gemeenschappelijk huishoudelijk reglement van de vier gemeentelijke peultuinen.

Objet 9 – 1 : **Bibliothèques communales.- Achat de mobilier.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège échevinal suivantes :

- 17 juillet 2012 - Budget extraordinaire 2012 - Bibliothèques communales - Achat de mobilier divers - 12.000 € (T.V.A. comprise) - Article 76701/741-51/FR/70 - Fonds de réserve et 3.000 € - Article 76701/741-51/NL/70 - Fonds de réserve.

Onderwerp 9 – 1 : **Gemeentelijke bibliotheken.- Aankoop van meubilair.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van het College van burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 17 juli 2012 - Buitengewone begroting 2012 - Gemeentelijke bibliotheken - Aankoop van meubilair - 12.000 € (B.T.W. Inbegrepen) - Artikel 76701/741-51/FR/70 - Reservefonds en 3.000 € - Artikel 76701/741-51/NL/70 - Reservefonds.

Objet 9 – 2 : **Don de deux œuvres d'art de Grecko.**

Le Président expose :

"Attendu que suite à l'exposition de ses œuvres qui a eu lieu au Doyenné – Maison des Arts d'Uccle du 13 au 17 janvier 2011, l'artiste, Grecko n'avait pas eu la possibilité d'offrir une de ses œuvres à notre administration;

Qu'il souhaite maintenant faire don de deux de celles-ci D52 et D103;

Le Collège propose au Conseil communal d'accepter le don des deux œuvres de Grecko."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu l'article 231 de la nouvelle loi communale,

Décide d'accepter le don des deux œuvres intitulées "D52" et "D103" par Grecko".

Onderwerp 9 – 2 : **Gift van twee kunstwerken door Grecko.**

De voorzitter licht toe :

"Aangezien de kunstenaar Grecko, na de tentoonstelling die in de Dekenij - Kunstenhuis van Ukkel plaatsvond van 13 tot 17 januari 2011, de mogelijkheid niet had om een van zijn werken aan de gemeente Ukkel aan te bieden;

Dat de kunstenaar nu bereid is twee werken, D52 en D 103 genaamd, aan te bieden;

Het college stelt aan de gemeenteraad voor om de gift van de Heer Grecko te aanvaarden."

De Raad,

Gelet op deze toelichting,

Gelet op artikel 231 van de nieuwe gemeentewet;

Beslist de gift van de Heer Grecko te aanvaarden.

Objet 9 – 3 : **Festival Fouchtra 2012.- Subside extraordinaire.**

M./de h. Cohen déclare qu'il vote contre ce point car il considère que l'A.S.B.L. Fouchtra fait double emploi avec l'organisation "Noël au théâtre", qui fonctionne très bien. Considérant qu'il y a là une concurrence inutile, M. Cohen ne comprend pas pourquoi le festival Fouchtra n'entre pas dans l'organisation "Noël au théâtre", qui permettrait de réduire considérablement les prix et de diversifier l'offre proposée aux enfants uclois.

- **M. Beyer de Ryke entre en séance –**

- **de h. Beyer de Ryke komt de zitting binnen –**

Mme l'Echevin/Mevr. schepen Gol-Lescot considère que Fouchtra et « Noël au théâtre » sont toutes deux de belles organisations. Il y a en décembre deux festivals : « Noël au théâtre », qui s'adresse davantage à l'ensemble de la Région, et Fouchtra, qui est plus concentrée sur Uccle, étant donné que la plupart de ses représentations ont lieu à la salle « 1180 ». On pourrait bien sûr envisager de tout regrouper mais Mme l'Echevin Gol-Lescot ne pense pas que la centralisation soit nécessairement la meilleure des choses, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'A.S.B.L. dynamiques qui existent et qui fonctionnent très bien.

M./de h. van Outryve d'Ydewalle votera en faveur de ce point mais rappelle qu'il avait interpellé le Collège l'année passée par rapport à la demande spécifique de Fouchtra visant à la mise à disposition d'un local pour entreposer le matériel de théâtre. Cette demande a-t-elle donné lieu à une suite ?

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot répond que l'A.S.B.L. en tant que telle n'a jamais formulé cette demande. Ceci étant dit, le service de la Culture reçoit deux ou trois demandes de locaux par semaine. C'est en effet une demande récurrente des différentes A.S.B.L. culturelles de la Commune. Si Fouchtra le demande, on devra lui répondre qu'Uccle ne dispose pas de locaux assez grands dans la Commune pour pouvoir stocker le matériel.

Objet 9 – 3 : **Festival Fouchtra 2012.- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

« Vu que Madame Isabelle Vandermeersch, responsable de l'A.S.B.L. Fouchtra, 70 rue Jean Benaets, sollicite l'intervention de la Commune dans les frais exposés pour l'organisation de la 8^{ème} édition du festival « Fouchtra ! » qui prévoit une septantaine de représentations scolaires dans le courant des mois de novembre et décembre (soit dans les écoles, soit en la salle 1180) et des journées à caractère tout public entre Noël et Nouvel An, en la salle 1180 ;

Que le projet dont le budget est joint au rapport, s'élève à 47.014,46 € ;

Vu que Madame Vandermeersch sollicite de la part de notre Administration une aide financière que nous proposons de fixer forfaitairement à 2.500 € et qui permettrait de couvrir une partie des frais d'organisation de ce festival de théâtre jeune public.

Attendu que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes ;

Cette dépense sera imputée sur l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires pour 2012 – Libellé : Subsidies pour organisation de manifestations culturelles » – Allocation : 26.000 € – Disponible : 24.200 €. »

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique ;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de ces activités subsidiées ;

Vu que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis ;

Sur proposition du Collège,

Décide d'accorder un subside extraordinaire de 2.500 € à l'A.S.B.L. Fouchtra, pour le festival Fouchtra 2012.

Onderwerp 9 – 3 : **Fouchtra Festival 2012.- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter zet uiteen :

“Aangezien dat Mevrouw Isabelle Vandermeersch, voorzitter van de V.Z.W. Fouchtra, 70, Jean Benaetsstraat, een financiële steun aan het Gemeentebestuur vraagt voor het inrichting van het 8^{ste} Fouchtra Festival die een zeventien schoolopvoeringen voorziet in november en december (in de scholen of in de zaal 1180) en voor het publiek in de zaal 1180;

Dat de raming van de begroting 47.014,46 € bedraagt;

Dat wij voorstellen een forfaitaire financiële tegemoetkoming toe te kennen van 2.500 €, teneinde een deel van de organisatiekosten van deze voorstellingen te dekken.

Overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, zal de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken laten geworden.

Deze uitgave zal worden ingeschreven op artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven voor 2012: Toelagen voor de organisatie van culturele manifestaties – Toelage : 26.000 € – Beschikbaar : 24.200 €.”

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien de nodige bewijsstukken zullen ingediend worden waarbij de inrichting van deze activiteit wordt gestaafd;

Op voorstel van het College,
Besluit een buitengewone toelage van 2.500 € toe te kennen aan de V.Z.W. Fouchtra,
voor het Fouchtra Festival 2012.

- Mme Fraiteur rentre –
- Mevr. Fraiteur komt de zaal binnen -

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de conseillers communaux :
Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeente-
raadsleden :

1. M. De Bock : L'évolution du contrat de quartier d'Uccle.
1. De h. De Bock : Evolutie van het wijkcontract van Ukkel.

M./de h. De Bock rappelle que depuis 6 ans, Mme l'Echevin du Logement a confirmé à plusieurs reprises au Conseil communal que la Commune déposerait un projet de contrats de quartier auprès du Gouvernement bruxellois. La politique de contrats de quartier est essentielle pour la revitalisation des quartiers les plus fragilisés dans la Région. Pour rappel, Uccle accueille 6 % de la pauvreté bruxelloise et depuis 1994, pas moins de 408 millions d'euros ont été investis dans 10 communes via la politique des contrats de quartier, qui identifie spécifiquement des quartiers fragilisés et investit massivement de l'argent public de la Région. Or, Uccle n'a jamais vu la moindre part de ce montant de 408 millions d'euros, qui constitue une somme assez considérable. Il est vrai qu'Uccle est une commune un peu plus privilégiée que les autres mais dans les documents de la politique des grandes villes émanant du niveau fédéral, un certain nombre de quartiers ucclois sont cités car un certain nombre de poches de pauvreté se sont créées depuis 20 ans dans la Commune, en particulier le Homborch, le Chat, le secteur Neerstalle, ou d'autres quartiers encore qui avaient été listés dans l'étude réalisée en 2003 et sortie en 2007 sous l'égide de Charles Piqué. Uccle n'a pas été reprise dans le dernier train de contrats de quartier de 2012, les quatre communes sélectionnées étant Schaerbeek, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles et Forest. Il faut savoir aussi que la Commune de Jette, qui ne fait pas partie de l'espace de développement renforcé du logement et de la rénovation, se trouve dans une situation analogue à Uccle et a pourtant reçu un des contrats de quartier il y a 5 ans. Or, un contrat de quartier signifie l'octroi de 6 millions d'euros de la part de la Région, ce qui est loin d'être une somme négligeable. M. De Bock mène en effet un combat pour qu'Uccle obtienne de la Région une meilleure part car, en dépit du fait que la commune accueille 7 % de la population bruxelloise et contribue à 9 % de la richesse de la Région en matière d'impôts, elle ne reçoit en retour que 2 %. M. De Bock souhaiterait dès lors connaître l'état d'avancement de ce dossier depuis les 12 derniers mois. A-t-on bien rentré un dossier pour 2012 ? Des contacts ont-ils été pris avec l'Administration régionale ? Le périmètre d'un contrat de quartier a-t-il enfin été défini ? Quels projets susceptibles d'être subventionnés vont-ils être menés ?

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Dupuis partage l'enthousiasme de M. De Bock pour l'idée que l'un ou l'autre des quartiers d'Uccle pourrait un jour ou l'autre être éligible à cette dynamique de subventionnement, quoiqu'il ne faille pas perdre de vue qu'un tel subventionnement prouverait malheureusement une croissance de la paupérisation. Mme l'Echevin Dupuis précise toutefois qu'elle n'a pas dit qu'on déposerait un projet mais qu'on procéderait à des études pour déterminer s'il y a des quartiers susceptibles d'entrer en considération pour un tel projet. Ce ne sont pas les quartiers de logements sociaux qui sont éligibles à la dynamique des contrats de quartier. Cette étude a été réalisée et il s'agit en effet du quartier nord de la chaussée d'Alsemberg (partie du quartier du Chat) qui, dans tous les éléments de monitoring qui sont fournis par l'Administration régionale et par les études, présente les critères d'admissibilité à la dynamique de subventionnement des contrats de quartier.

Nous ne sommes pas éligibles pour l'instant à la dynamique des contrats de quartier. Elle est limitée à une géographie qui est établie juridiquement par des dispositions régionales. Et donc l'action politique doit être menée au sein du Parlement régional pour essayer d'étendre ce qu'on appelle communément la "banane", à savoir le périmètre d'espace renforcé du logement dans lequel on peut imaginer que des communes rentrent des projets. La concrétisation des projets envisagés dans cette dynamique est évidemment très lourde. La Commune est prête mais tous les membres du conseil conviendront qu'il serait inopportun de commencer à agiter la population à propos d'un dossier non-éligible. Compte tenu de la paupérisation croissante, la situation va peut-être évoluer plus vite qu'on ne le pense, dans le sens d'une modification du périmètre et d'une extension du nombre de contrats de quartier. Mais il est clair que pour l'instant, c'est tout le contraire qui se passe : il y aura moins de contrats de quartier l'année prochaine qu'en 2012, Mme Huytebroeck ayant d'autres priorités en matière d'investissement.

Jette, Watermael-Boitsfort, Berchem-Sainte-Agathe et Uccle ont des quartiers éligibles, dont on discute à la Région. Après vérification, il apparaît qu'une partie de Jette est dans cet espace renforcé du logement et donc, quand on parle d'un quartier supplémentaire qui serait joint à cette dynamique, c'est d'un quartier de Jette qu'il s'agit. La Commune d'Uccle ne figure en aucune manière dans ce périmètre. L'action à mener au niveau régional devrait consister à étendre le bénéfice des contrats de quartier à d'autres communes, voire à renégocier certains critères.

M./de h. De Bock se réjouit d'apprendre que l'étude a été faite et aimerait qu'elle puisse être transmise aux membres du Conseil pour qu'ils puissent connaître les critères de détermination du quartier choisi, puisque plusieurs poches de pauvreté avaient été citées. Il conclut à la nécessité de mener un lobbying politique pour intégrer Uccle dans ce système, à l'image de celui qui a été entrepris au profit des communes de Jette et de Forest.

2. Mme Roba-Rabier : Projet d'extension d'une maison de repos avenue de Floréal, 53, incluant la construction de deux nouveaux bâtiments.

2. Mevr Roba-Rabier : Uitbreidingsontwerp van een rusthuis, Floréallaan, 53, inbegrepen de bouw van 2 nieuwe gebouwen.

Mme/Mevr. Roba-Rabier déclare que le quartier concerné a très largement exprimé son opposition radicale à ce projet par sa pétition et la participation active de son comité de quartier aux enquêtes publiques et aux commissions de concertation successives. Ce projet, dont l'origine remonte déjà à 2005, a fait l'objet d'avis négatifs de la part des différentes commissions de concertation qui lui ont été consacrées, la dernière ayant eu lieu le 8 juin 2011, et le Collège a émis un avis défavorable en date du 28 février 2012. Cet avis défavorable, maintenu de façon constante, se fonde notamment sur les quatre points suivants : l'atteinte importante à l'environnement étant donné que plusieurs arbres remarquables répertoriés sont situés à l'intérieur de l'îlot concerné, la fragilité particulière de la structure du terrain, les conséquences très négatives de ce projet sur la mobilité et un avis global de mauvais aménagement des lieux. Le Collège et le Conseil ont certes déjà eu l'occasion de se manifester en faveur de la protection des espaces verts et des intérieurs d'îlots. D'après les renseignements dont dispose Mme Roba-Rabier, il semble que le promoteur, utilisant toutes les opportunités qui lui étaient offertes par les différents délais de transmission au Fonctionnaire délégué de la Région, a finalement saisi directement celui-ci le 3 mai 2012, en se basant essentiellement sur l'expiration du délai imparti à la Commune pour notifier sa décision, soit 45 jours. Toujours selon ces renseignements, le Fonctionnaire délégué a souhaité avoir l'avis de l'I.B.G.E. pour se prononcer. Cet avis ne lui étant pas parvenu dans les délais, l'absence de décision du Fonctionnaire délégué a entraîné un refus tacite de la demande. Le promoteur a dès lors introduit de façon tout à fait légitime un recours auprès du Gouvernement régional en date du 3 juillet 2012. Toutes ces démarches générant un sentiment d'inquiétude parmi les riverains, Mme Roba-Rabier est amenée à poser les questions suivantes.

A quelle date l'avis défavorable du Collège, décidé en séance du 28 février 2012, a-t-il été transmis au Fonctionnaire délégué? Y a-t-il eu un retard? Si oui, pourquoi? Ce retard pourrait-il être la raison qui a permis au promoteur de saisir directement le Fonctionnaire délégué? Sinon, comment la Commune peut-elle expliquer que le promoteur ait pu saisir directement le Fonctionnaire délégué le 3 mai 2012 en raison du dépassement des délais impartis au Collège pour notifier son refus? La Commune s'est-elle assurée de ce que le Collège d'urbanisme régional dispose bien de toutes les informations factuelles au-delà du strict dossier administratif lui permettant de prononcer son avis? Quelles seraient encore les possibilités de recours pour que la Commune puisse se faire entendre dans ce dossier et confirmer sa constante opposition à ce projet avant l'expiration des délais de rigueur auprès du Collège d'urbanisme régional?

M. l'Echevin/Mevr. Cools répond qu'une première version de ce projet, visant à l'extension d'un home existant, remonte à 2006. A l'époque, la Commission de concertation, le Collège et le Fonctionnaire délégué avaient remis un avis défavorable. Dès lors, le demandeur avait retiré sa demande et ce dossier avait été classé sans suite. Après l'écoulement d'un certain laps de temps, une nouvelle demande, en l'occurrence celle dont on parle aujourd'hui, a été introduite et il faut bien reconnaître que cette seconde demande est assez sensiblement différente de la première. Cette demande a été évidemment instruite et elle a débouché sur un avis défavorable de la Commission de concertation le 8 juin 2011, en grande partie sous l'impulsion de M. l'Echevin Cools. L'émission d'un avis défavorable était fondée principalement sur le fait que la construction projetée ne garantissait pas la sauvegarde des trois arbres remarquables qui se situent à cet endroit, dans la mesure où les travaux étaient censés être entrepris en partie en dessous des couronnes d'arbres. Le demandeur est loin d'avoir répondu à toutes les inquiétudes à cet égard, quoiqu'il prétende que les branches vont être au dessous du faite du bâtiment. Le service Vert a d'ailleurs émis un avis défavorable. La Direction des Monuments et Sites régionale a également remis un avis critique. Suite à l'avis défavorable de la Commission de concertation, le demandeur a écrit à la Commune pour solliciter la suspension de l'instruction de son dossier. On n'a plus entendu parler de cette affaire jusque fin janvier, début février de cette année-ci. A ce moment, le demandeur a sollicité un rendez-vous auprès de M. l'Echevin Cools, qui a reçu ses représentants en compagnie des architectes communaux. Au fond, ceux-ci venaient voir s'ils pourraient obtenir un avis favorable en procédant à un changement homéopathique de leur projet. M. l'Echevin Cools a bien fait comprendre à ses interlocuteurs que, si le projet demeurerait pratiquement identique, la réponse serait très vraisemblablement la même. Quelques jours plus tard, la Commune a reçu de la part du demandeur une lettre recommandée qui informait le Collège qu'il mettait fin à sa suspension. Les services de M. l'Echevin Cools ont alors repris l'instruction de ce dossier en étant bien conscients du fait que la décision qui serait prise ferait très vraisemblablement l'objet d'un recours. C'est pourquoi on a pris soin de motiver de manière très complète l'avis qui a été proposé au Collège. En séance du 28 février 2012, le Collège a émis un avis défavorable sur base d'un rapport extrêmement étayé. Cet avis a été envoyé au Fonctionnaire délégué le 6 mars 2012. A partir de ce moment-là, le Fonctionnaire délégué dispose selon la loi de 45 jours pour se prononcer. Le Collège ne peut délivrer un refus éventuel qu'à la fin d'une procédure d'instruction, une fois réunis tous les avis prescrits par la loi. Et donc, on devait attendre l'avis du Fonctionnaire délégué. Or, il se fait que 7 jours avant l'expiration de ce délai de 45 jours accordé au Fonctionnaire délégué, la Commune a reçu la copie d'une notification indiquant que le demandeur introduit une saisine auprès du Fonctionnaire délégué, ce qui entraîne le dessaisissement de la Commune. Il faut savoir que le temps qui doit être envisagé en pareil cas, c'est le temps global de la procédure et non le temps qui s'écoule après l'avis du Collège, étant entendu qu'une suspension du dossier n'implique pas une interruption du délai à prendre en considération. Quel que soit le projet, tout demandeur qui n'est pas satisfait d'une décision dispose d'un droit de recours au niveau du Gouvernement.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute, vu le contexte, que, si la Commune avait eu matériellement la possibilité d'émettre un refus, celui-ci aurait fait l'objet, non d'une saisine du Fonctionnaire délégué, mais d'un recours au Collège de l'urbanisme et ensuite d'un recours au Gouvernement. Donc, de manière continue, contrairement à ce que l'on a pu entendre ici ou là, le Collège a pris des positions claires en la matière. Si aujourd'hui la construction n'a pas commencé, c'est sans doute grâce à la Commune et au Collège parce que, quand il y a eu saisine du Fonctionnaire délégué, tous les éléments d'information ont été transmis : l'avis circonstancié du Collège, les avis du service Vert et de la Commission des Monuments et Sites. En outre, les contacts oraux qui ont été établis se sont avérés fort utiles en raison des hésitations manifestes qui sont apparues à ce moment-là. M. l'Echevin Cools avoue avoir dû se montrer particulièrement persuasif car il a craint un moment que le Fonctionnaire délégué ne fût prêt à délivrer le permis, ce qui n'a finalement pas été fait. Il a voulu avoir un avis complémentaire de l'I.B.G.E. et, ne l'ayant pas reçu, ne s'est pas prononcé dans le délai qui lui était imparti. Et donc, dès qu'un demandeur n'est pas satisfait de la décision d'un Collège ou n'a pas obtenu une décision de la part d'un Collège, il a le droit d'adresser un recours au Gouvernement. Et il y a maintenant recours au Gouvernement. Dès qu'il a été avisé de ce recours, soit le 25 août 2012, le Collège a envoyé un courrier au Ministre Kir, dans lequel tous les arguments à l'encontre de cette demande étaient à nouveau développés. On ne peut qu'encourager les habitants à écrire au Ministre pour faire valoir leurs arguments contre ce projet et, de manière générale, tous ceux qui ont des contacts avec la Région à exploiter leurs relations tous azimuts. La Commune continuera à le faire pour sa part. La procédure en vigueur ne prévoit pas la possibilité pour les habitants d'être auditionnés officiellement par le Gouvernement. La Commune peut dans certains cas être priée d'envoyer des représentants pour une telle audition mais aucune invitation à une réunion officielle n'a été reçue jusqu'à présent.

Le rôle de la Commune, qui s'est exprimée de manière nette contre ce projet, est donc terminé. C'est maintenant au Gouvernement de prendre ses responsabilités. Si le Gouvernement prend une décision, il faudra l'analyser. Si c'est un refus, l'analyse sera conclue assez rapidement. Si c'est une délivrance, le recours au Conseil d'Etat sur des questions de forme et de procédure est la seule démarche qui pourrait encore être entreprise par la Commune ou les habitants.

M. le Président/ de h. Voorzitter rappelle aux membres du Conseil communal qu'il est de tradition de ne pas procéder à des interpellations lors de la dernière séance avant les élections communales.